

"L'apprentissage des Anglais" dans L'Europe en formation (Avril 1972)

Légende: Dans son édition d'avril 1972, la revue fédéraliste L'Europe en formation publie le point de vue de Richard Mayne, directeur du Federal Trust for Education and Research de Londres sur l'évolution de l'opinion britannique vis à vis de l'adhésion du pays aux Communautés européennes.

Source: L'Europe en formation. dir. de publ. Marc, Alexandre ; RRéd. Chef Marc-Lipiansky, Arnaud. Avril 1972, n° 145. Nice: Presses d'Europe. "L'apprentissage des Anglais", auteur:Mayne, Richard , p. 6-8.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_apprentissage_des_anglais_dans_l_europe_en_formation_avril_1972-fr-3a853829-17d6-4ded-97af-48b9585fdcd9.html



Date de dernière mise à jour: 06/12/2016

L'apprentissage des Anglais

par Richard Mayne

S'amarrer au continent

Lentement et non sans peine, les Anglais accomplissent leur apprentissage en Europe. Chez les Six, cette éducation européenne est commencée depuis un quart de siècle. La guerre, l'occupation, la libération ont laissé des traces inoubliables dans l'esprit de chacun: tous savaient dorénavant, de façon obscure ou explicite, que les choses ne pouvaient plus continuer comme ça, que les frontières étaient fragiles, que le système de rivalités nationales était à la longue condamné. En Angleterre, ces événements ont été ressentis tout autrement. Les Anglais sortaient victorieux d'un conflit qui avait ébranlé les uns et presque détruit les autres. La Manche - le «détroit britannique» - avait résisté à l'invasion comme aucune de nos frontières continentales. La souveraineté nationale y a trouvé son compte et non pas sa condamnation. Plus tard, la construction de l'Europe, acceptée en principe par la grande majorité des citoyens de nos pays, a été commencée graduellement, sournoisement, par des étapes modestes et techniques ignorées ou mal comprises. Nous avons fait l'Europe un peu comme les Anglais avaient conquis leur empire: presque sans le savoir.

Outre-Manche, actuellement, la situation est foncièrement différente. Longtemps, les Anglais ont tourné le dos à nos efforts, dans la certitude ou dans l'espoir que l'unification de l'Europe n'était qu'une chimère; que l'Empire britannique survivrait à sa transformation en Commonwealth; que les «liens spéciaux» qui étaient censés unir le monde anglo-saxon allaient retarder ou même compenser le déclin relatif de la puissance anglaise. On croyait pouvoir résoudre seul les problèmes de l'après-guerre.

Avec le temps, cette attitude s'est modifiée. La réussite du Marché commun, malgré les péripéties de la politique gaulliste ou gaullienne, a finalement convaincu une partie de l'opinion dirigeante anglaise qu'il ne suffisait plus de chercher des ces «arrangements» avec les Six, sous la forme soit d'une zone de libre-échange, soit d'une association, mais qu'il fallait «faire le saut», et s'amarrer au continent. Le veto de 1963, qui n'a osé dire son nom que huit ans plus tard, a infléchi cette certitude, mais il ne l'a pas détruite. Deux gouvernements successifs, un travailliste et un conservateur, ont réaffirmé l'acte de candidature demandé depuis longtemps par le parti libéral et déposé pour la première fois en 1961. Enfin, la négociation préparée par les travaillistes a été menée à bien par les conservateurs et le 28 octobre 1971, par une majorité écrasante, les deux chambres du Parlement ont approuvé l'adhésion britannique aux Communautés européennes.

En d'autres termes, l'éducation européenne des Anglais a été difficile et publique. Le contraste est net avec l'expérience des Six. Pour les Anglais, le chemin de l'Europe ressemble au chemin de la Croix. Leur passé est différent; leurs illusions ont été plus durables. Le débat public au sujet de l'Europe a donc été plus approfondi, sinon plus clair. La question fondamentale, celle de la fusion des souverainetés nationales, a été posée avec franchise, voire avec brutalité.

La mythologie du conservatisme

Ces quelques remarques aideront peut-être à expliquer le fond des désaccords actuels. En effet, le débat européen reste ouvert entre les partis et au sein de chacun d'eux. Il ne s'agit pas d'un manque d'esprit communautaire: il s'agit d'une prise de conscience profonde et indispensable. Outre-Manche, l'on fait explicitement ce que les Six ont accompli à la dérobée.

Sur le plan parlementaire, il est maintenant presque certain que la législation européenne passera. L'opposition est toutefois très diverse. Dans le parti conservateur, une douzaine d'irréductibles, dont le plus actif est sans doute M. Enoch Powell, voteront certainement contre chaque partie du projet de loi. M. Powell lui-même, qui dans le temps a été considéré comme «européen», prétend que l'adhésion aux Communautés n'est pas compatible avec la nature même des Anglais: on se rappelle la position de M. Anthony Eden, qui a déclaré au moment de la C.E.D. que l'adhésion «*is something we feel in our bones that we cannot do*». C'est

le sentiment de beaucoup qui se croient «différents» en tant que Britanniques; si l'Angleterre avait des concierges, ce serait leur sentiment aussi. Les critiques de M. Powell lui font le reproche de viser surtout ce public vaguement poujadiste. Ils ont peut-être raison. L'objectif des déclarations assez démagogiques de M. Powell, tant sur l'Europe qu'au sujet de l'immigration, pourrait être de renverser M. Heath dans l'espoir de le remplacer. Mais chez certains de ses collègues et peut-être chez lui aussi, l'opposition à l'Europe est viscérale. Une partie de la mythologie du conservatisme y est en cause: celle qui a trait au drapeau, à la Reine, à l'Empire aux «*Knights of the Shire*», aux chapeaux melons, à la «*British way of life*». Chez certains, la nostalgie est une force aussi puissante que l'habitude, surtout quand elle est appuyée par l'ambition.

Nostalgiques irréductibles

Au parti travailliste, la situation est de loin plus compliquée. Il y existe également un certain nombre de nostalgiques irréductibles. Le plus convaincu en est probablement M. Douglas Jay, dont on dit que chaque fois qu'il est obligé à voyager en dehors des Îles britanniques il emporte des sandwiches anglais pour éviter les risques de la cuisine étrangère. Son cas est sans doute exceptionnel; mais chez les travaillistes comme chez les conservateurs il n'est pas unique.

Pour certains travaillistes, les raisons du refus sont d'ordre économique. Le Pr Nicholas Kaldor a notamment avancé toute une série d'arguments, quelquefois contradictoires, afin de démontrer que l'adhésion aux Communautés européennes sera au mieux indifférente et au pire désastreuse. Son raisonnement a été réfuté de façon magistrale par onze de ses collègues dans un livre paru au mois d'octobre 1971, intitulé *The Economics of Europe*. Un peu plus tard, un «gallup» que le Pr Kaldor avait organisé parmi les professeurs d'économie aux universités anglaises - évidemment dans l'espoir d'y trouver des opinions nettement anti-européennes - a révélé un partage à peu près égal des avis et une infime majorité en faveur de l'adhésion aux Communautés. Cela n'empêche pas que le Pr Kaldor soit suivi par plusieurs membres du Parti travailliste, y compris le jeune M. Peter Shore et M. Richard Crossmann, actuellement rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The New Statesman*.

Le défi anglais

Si de telles personnalités passent pour des «intellectuels de gauche», l'opposition à l'Europe au sein du Parti travailliste a aussi des racines plus profondes. L'extrême gauche, dont les porte-parole typiques sont M. Ian Mikardo et M. Michael Foot, se méfie des Communautés européennes parce qu'elle les considère comme l'incarnation de la «guerre froide» et du capitalisme. A quelques nuances près, cet avis est partagé par les jeunes loups contestataires de la soi-disante «Nouvelle Gauche». Qu'il soit également celui de la plupart des syndicalistes n'est pas du tout certain. Le système de «vote en bloc» des syndicats aux congrès du Parti travailliste, par lequel les *leaders* de quelques *trade unions* disposent de plusieurs millions de voix, avantage de manière injuste des «gauchistes» comme M. Hugh Scanlon et M. Jack Jones, dont les troupes syndicales sont loin d'être unanimes contre l'adhésion britannique aux Communautés européennes.

C'est cependant l'opposition de ces quelques «tsars» du mouvement syndical qui a probablement contribué le plus à infléchir la politique officielle du Parti travailliste. Les syndicats sont les financiers de la gauche, comme les industriels, ceux de la droite. Qui paie, finalement, joue dans la décision un rôle prépondérant. Il ne faut pas, toutefois, sous-estimer les autres facteurs, politiques et personnels, qui entrent en ligne de compte.

En 1967, lorsque le gouvernement travailliste a posé la candidature de son pays au Marché commun, l'opinion publique y était dans une large mesure favorable. Ayant essuyé l'échec de la première négociation, les Anglais admiraient peut-être la ténacité d'un premier ministre qui déclarait: «*We will not take No for an answer*» (Nous n'accepterons pas un «non» comme réponse). C'était le défi anglais. Le général de Gaulle ne l'a pas relevé, d'où une certaine désillusion, une lassitude devant un problème trop de fois revenu à l'ordre du jour. En même temps, le public s'est graduellement aperçu de la nécessité d'accepter les conditions financières de l'adhésion. On voyait que la politique agricole commune était inaltérable, au moins en principe; on faisait le calcul du coût de l'Europe. La valeur en restait plus difficile à définir. Sur cela advenait un gouvernement conservateur. Devant une mauvaise humeur croissante envers l'Europe dans le

public et un désaccord fondamental avec les options prises par M. Heath dans d'autres domaines de la politique, le «cabinet fantôme» de M. Wilson aurait démontré une vertu extraordinaire s'il n'avait pas cédé à la tentation de critiquer âprement les conditions d'adhésion négociées à Bruxelles.

Un gaullisme sans grandeur

A cela s'ajoutait un certain nombre de facteurs personnels. La position de M. Wilson au sein du Parti au lendemain de la victoire conservatrice est devenue très précaire. Admiré surtout à cause de son habileté tactique, il n'a jamais été beaucoup aimé de ses collègues. Quand l'habileté semble faire défaut, l'admiration s'amenuise, sans être compensée par une sympathie accrue. A la longue, le grand rival de M. Wilson est probablement M. Roy Jenkins, «européen» convaincu; mais il est trop «intellectuel» et trop «bourgeois» pour rallier rapidement l'appui des *leaders* les plus influents des grands syndicats. Beaucoup plus dangereux dans l'immédiat, du point de vue de M. Wilson, est M. James Gallagher, travailliste «de droite» qui conserve néanmoins des liens avec la masse - en partie parce qu'il a rarement caché son opposition à l'Europe. Un peu plus loin se profilent d'autres dangers: celui de M. Denis Healey, qui a récemment glissé, au moins en public, vers une opposition nuancée à l'adhésion «sous les conditions actuelles»; et même celui de M. Anthony Wedgwood Benn, jeune turc qui a été porté au poste de secrétaire du Parti par les voix de la gauche. Si M. Wilson avait - ou si l'on croyait qu'il avait - les qualités personnelles du feu Hugh Gaitskell, il aurait pu peut-être faire avec succès un appel personnel au Parti de ne pas tourner le dos à l'Europe. Tel qu'il est, il n'avait qu'une possibilité: continuer à manœuvrer. Il a donc condamné les conditions d'adhésion obtenues par le gouvernement conservateur, promis qu'une fois revenu au pouvoir il ferait de son mieux pour les améliorer et employé constamment un langage ambigu, qui paraît dénoncer le principe même de l'entrée aux Communautés européennes, sans toutefois le faire explicitement, ou menacer sans ambages d'en retirer son pays si ses demandes n'étaient pas satisfaites. La comparaison avec de Gaulle est frappante: il y manque seulement la grandeur.

Et le pays? «*Chuck it, Wilson*» (On en a eu assez) titrait un journal londonien à la suite d'un sondage qui révélait que la plupart des Britanniques, y compris ceux qui n'étaient pas très favorables à l'Europe, considéraient la question comme réglée. Actuellement, une majorité approuve l'adhésion aux Communautés européennes. L'industrie et le commerce préparent leur entrée; la City s'attend à des avantages considérables. Seuls, les syndicats hésitent encore; mais l'hésitation diminue. D'ici un an, la Grande-Bretagne fera partie intégrale du continent duquel la géologie l'a si longtemps séparée.

RICHARD MAYNE.